

Maurice célèbre sa première victoire internationale aux 24h By Webcup



Page 3

191st Anniversaire de l'abolition de l'esclavage



Page 4

Événements commémoratifs illustrant des histoires de résistance et de justice

Enseignement supérieur



Le ministre Sukon participe à une séance d'information sur le partenariat Hubert Curien

Page 4



Maurice accueille un séminaire régional sur la conformité douanière fondée sur les risques

Page 4

Lait infantile contaminée

5 bébés hospitalisés en France

Page 2

FOOTBALL

Arsenal 1 Chelsea 0



Page 8

Les Gunners en finale à Wembley le 22 mars prochain

Coupe de France



Page 8

Marseille se rassure contre Rennes (3-0)

Lait infantile contaminée

5 bébés hospitalisés en France

Face aux nombreux rappels de laits infantiles pour cause de suspicion de contamination par la toxine céruléide, l'inquiétude des parents est réelle. Ce 2 février 2025, les ministères de la Santé et de l'Agriculture ont fait un point sur la situation, évoquant particulièrement les signalements d'enfants malades.

Une quarantaine de signalements, une dizaine d'hospitalisations

Le ministère de la Santé a reçu une "quarantaine de signalements" de la part des Agences régionales de santé (ARS) de potentiels effets négatifs suite à la consommation de laits infantiles rappelés. Pour trente cas, les enquêtes sanitaires ont déterminés que les laits consommés par les enfants malades "n'étaient pas ceux pour lesquels il y a eu des retraits".

Au total, onze bébés ont été hospitalisés dans ces circonstances. Dans cinq cas, il a été formellement confirmé qu'ils ont été malades après avoir consommé du lait rappelé, mais, leurs symptômes n'ont pour le moment pas été directement attribués à cette ingestion. Pour les six autres, il n'est pas certain qu'ils aient consommé des produits rappelés. Tous les enfants sont désormais sortis de l'hôpital. Les ministères précisent que ces chiffres ne tiennent pas compte des deux décès de nourrissons qui se sont produits à Angers et à Bordeaux, à la suite desquels des enquêtes ont été ouvertes.

Pas de pénurie de lait infantile à craindre

Les seuils de tolérance de céruléide ont été baissés en France, puis dans la foulée dans l'Union européenne. De nouveaux rappels pourraient donc se produire, et deux marques ont d'ailleurs procédé à des rappels pour cette raison depuis le 1er février. La liste de références concernées est longue mais, à chaque fois, peu de lot sont inclus. Le ministère de l'Agriculture a donc tenu à rassurer en indiquant que la France "ne se dirige pas vers une situation de pénurie" de lait infantile, le volume rappelé était bien inférieur à la quantité de produits disponibles.

Malaisie

Le Français Tom Félix sur qui pesait la peine de mort est acquitté

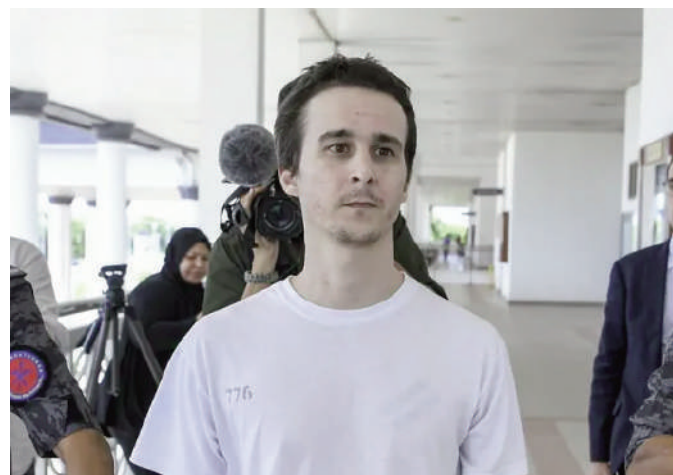
Tom Félix, jugé pour trafic de drogue en Malaisie, a été acquitté mardi 3 février 2026 et a été libéré. Il risquait la peine de mort dans cette affaire, mais le tribunal n'a pas « réussi à établir la preuve » de sa culpabilité.

Tom Félix, un Français qui risquait la peine de mort en Malaisie pour détention et trafic de stupéfiants, a été acquitté et va pouvoir retrouver la liberté après 900 jours de détention, a décidé mardi 3 février 2026 un tribunal malaisien. « Dans cette affaire, le tribunal n'a pas réussi à établir la preuve de la culpabilité... L'accusé est donc acquitté et libéré », a décidé la juge Evawani Farisyta Mohammad de la Haute cour criminelle de Alor Setar, ville située à 500 km au nord-ouest de Kuala Lumpur.

Âgé de 34 ans, cet ancien cadre au sein du groupe français Veolia, diplômé en aquaculture et biologie marine et sur le point d'ouvrir un restaurant à Langkawi, avait été arrêté le 9 août 2023 sur cette île du nord-ouest de la Malaisie. Dans la maison où il était hébergé par son associé malaisien, la police avait trouvé plusieurs centaines de grammes de cannabis dans les pièces communes. Les deux hommes avaient été interpellés. Sa famille assurait que, durant l'enquête, Tom Félix avait été « disculpé » par son associé.

« La fin d'un long cauchemar »

Après une précédente audience le 14 janvier, durant laquelle le procureur avait présenté ses arguments, le jeune Français, très amaigri, le visage émacié, a de nouveau comparu mardi après-midi. Ses parents Sylvie et Jean-Luc Félix, tous deux enseignants à Singapour et qui n'ont manqué aucune des audiences, étaient de nouveau présents mardi au tribunal. Selon son avocat malaisien Collin Andrew, il existait deux décisions possibles : « Le tribunal peut considérer que l'accusation n'a pas réussi à prouver sa culpabilité et alors Tom Félix sera acquitté et libéré ». Mais le tribunal pouvait aussi décider de poursuivre la procédure et appeler alors la défense à présenter sa plaidoirie à une date ultérieure, avant une décision



finale, avait ajouté l'avocat. Après une longue procédure et une détention très éprouvante pour Tom Félix, dans des conditions difficiles, la juge a donc décidé mardi que les preuves de sa culpabilité n'étaient pas apportées.

« Je suis très heureux. C'est la fin d'un très long cauchemar, pour Tom qui a vécu l'enfer d'une accusation injuste et d'une détention indigne, et pour sa famille qui a tenu bon contre la tentation du désespoir », a réagi son avocat français François Zimeray, joint par téléphone. « L'étude du dossier m'a donné la conviction absolue de l'innocence de Tom », avait auparavant indiqué Me Zimeray, ex-diplomate et spécialiste des droits de l'Homme.

L'« Immense soulagement » de Jean-Noël Barrot S'il était reconnu coupable, le jeune Français encourait soit la peine de mort, soit 104 années de détention cumulées, 54 coups de bâton et une amende de 27.000 euros. Le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a fait part de son « immense soulagement », après l'énoncé du verdict. « J'ai une pensée pour ses parents que j'ai rencontrés à deux reprises l'année dernière et qui vont pouvoir enfin retrouver leur fils », a dit le ministre sur France Télévisions, en précisant que le trentenaire allait pouvoir rentrer en France.

2025 année noire en France

350,000 personnes dorment dans la rue et un million sans logement

Tous les signaux du mal-logement « sont au rouge » et se sont aggravés en 2025. C'est le principal enseignement du rapport annuel de la Fondation pour le logement des défavorisés (ex-Abbé Pierre), qui entend mobiliser les candidats aux élections municipales.

Plus d'un million de personnes ne disposent pas de logement personnel, révèle ce document. 350 000 n'ont par exemple pas de domicile et sont hébergées en centre d'hébergement ou sont sans abri (40 000 personnes). 600 000 autres personnes « sont hébergées chez des tiers de manière contrainte ».

Les mauvais chiffres s'accumulent, « tous les indicateurs se dégradent et la réponse politique est loin d'être à la hauteur », accuse le 31e rapport sur le mal-logement de la fondation, qui décrit « une année noire sur le front du mal-logement » en 2025.

Au total, 4,2 millions de personnes sont sans logement ou mal-logées en France. S'y ajoutent 12,3 millions de personnes fragilisées par la crise du logement, comme des locataires en impayé de loyer, des personnes en situation de

précarité énergétique, des ménages à qui il manque une pièce ou un logement adapté à leur handicap.

« On n'a jamais connu de telles tensions »

« On n'avait jamais connu à la Fondation de telles tensions sur le front de la lutte contre le mal-logement et de la pauvreté », a réagi Christophe Robert, délégué général de la Fondation pour le logement, lors d'une conférence.

« Malgré ces tristes réalités, on a vu l'année 2025 s'achever comme elle a commencé : sans budget, dans l'instabilité politique et l'illisibilité de l'action gouvernementale », souligne Christophe Robert, qui déplore que la « politique du logement pour les plus défavorisés (ait) été bien malmenée ».

Ce rapport montre que « la crise du logement est une crise sociale majeure, qui frappe d'abord les plus fragiles », commente le ministre de la Ville et du Logement, Vincent Jeanbrun. Tout en rappelant l'action de l'État, notamment en matière de lutte contre le sans-abrisme.

« Il est impératif de remettre la lutte contre les exclusions au cœur de l'action publique », tance Christophe Robert, lançant un « appel solennel aux candidats aux élections municipales, aux responsables politiques, au gouvernement et aux parlementaires ».

Les élections municipales de mars seront un « moment-clé dans la lutte contre le mal-logement », selon la fondation. Cette dernière rapporte que des mesures comme l'encadrement des loyers ou des efforts de construction de logements portent leurs fruits dans la lutte contre la crise du logement. « L'enjeu est de taille », pour Christophe Robert, « car si toutes les communes ne sont pas touchées de la même manière, toutes sont concernées par la crise du logement ».

Toutes les villes sont concernées par la crise du logement

Le logement est « vraiment une des toutes premières priorités » des maires, assure Thierry Repentin, co-président de

la commission Logement de l'Association des maires de France.

Les zones tendues connaissent une hausse « du nombre de personnes sans domicile, un plus fort surpeuplement, des taux d'efforts accrus, des files d'attente qui s'allongent pour accéder au logement social », liste Christophe Robert, le délégué général de la fondation. Quant aux zones peu tendues, elles peuvent entre autres être confrontées à « la désertification des centres-villes, la dégradation du bâti ancien ».

« La question du logement a pris une ampleur considérable dans tous les territoires et aucun élu engagé pour ses concitoyens ne peut faire l'impasse sur le sujet », a estimé mi-janvier Emmanuelle Cosse, présidente de la confédération des organismes HLM, l'Union sociale pour l'habitat (USH).

Dans de nombreuses villes, les candidats dégagent donc des volets logement dans leurs programmes : lutte contre la location meublée touristique, encadrement des loyers, construction de logements sociaux, soutien à la rénovation des logements, réglementation des résidences secondaires, mobilisation des logements vacants.

Pour la PDG du promoteur Nexity, Véronique Bédague, « il y a un consensus sur le fait qu'il y a un problème à régler ». Elle estime de plus que « les municipales seront un premier moment d'éclaircissement démocratique », avant la présidentielle, et voit des maires de plus en plus enclins à construire des logements sur leur commune.

Selon un sondage Odoxa pour Nexity, BFMTV et Capital, sept Français sur dix estiment qu'il est difficile de se loger dans leur commune. 57 % des 1 000 personnes interrogées considèrent l'inflation et le pouvoir d'achat comme leur principale priorité, or le logement constitue le premier poste de dépense des Français.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Maurice célèbre sa première victoire internationale aux 24h By Webcup

La victoire historique de l'équipe mauricienne Codewares Reloaded, vainqueur de la Finale Internationale de la 24h By Webcup 2025, qui s'est tenue à Maputo, Mozambique du 11 au 15 décembre 2025, a été célébrée, lors d'une cérémonie organisée à Ebène.

L'équipe gagnante, composée de quatre jeunes Mauriciens Pravesh Gowreea, Ashfaaq Jowaheer, Rabill Madarboccus et Kavish Mojhoa, a été récompensée par des prix en argent, des trophées et des certificats en reconnaissance de leurs performances exceptionnelles.

L'événement a été organisé par le ministère des Technologies de l'information, de la communication et de l'innovation en collaboration avec la Fédération des activités innovantes et numériques à Maurice (FINAM). Le ministre des Technologies de l'information, de la communication et de l'innovation, le Dr Avinash Ramtohol, la Présidente de la FINAM, Mme Jenny Chan, ainsi que d'autres personnalités étaient présents.

La 24h By Webcup est un concours de développement de sites web sans interruption organisé simultanément sur six territoires de l'océan Indien. À Maurice, le concours a eu lieu pour la première fois en 2013 et plus de 760 participants y ont participé à ce jour.

Dans son allocution, le ministre Ramtohol a félicité l'équipe pour sa victoire internationale et a souligné le bassin croissant de talents numériques du pays. Il a réitéré l'engagement du gouvernement à soutenir les



jeunes par des initiatives visant à développer l'innovation, les compétences numériques et les technologies émergentes. Il a également souligné l'importance d'un système d'innovation pleinement intégré pour suivre le rythme des évolutions technologiques rapides, y compris des plans visant à introduire des laboratoires virtuels dans les écoles du deuxième cycle du primaire afin de promouvoir une sensibilisation et une compréhension précoces de l'intelligence artificielle.

Le ministre a également souligné la valeur du travail d'équipe et des compétences acquises lors de ces concours, notant que ces expériences améliorent les com-

pétences interpersonnelles des participants et leurs perspectives professionnelles futures.

Pour sa part, Mme Chan a souligné que c'est la première fois que Maurice obtient le titre international, reflétant l'excellence, la créativité et l'expertise technique des jeunes talents numériques mauriciens. Elle a félicité le Ministère, la FINAM et tous les partenaires pour leur soutien continu au renforcement de l'écosystème numérique national et a exprimé sa confiance dans la participation et le succès de Maurice aux futures éditions du concours, y compris l'édition 2026 prévue en juin.

Maurice accueille un séminaire régional sur la conformité douanière fondée sur les risques

Un séminaire régional de cinq jours sur le thème « Élaboration d'un plan de conformité fondé sur les risques pour la douane » a été lancé par le ministre délégué aux Finances, M. Dhaneshwar Damry, au Centre intégré de dédouanement de Plaine Magnien, réunissant des fonctionnaires des douanes d'économies en développement et émergentes.

L'événement est organisé par le Fonds monétaire international AFRITAC Sud (FMI AFS) et accueilli par l'Autorité fiscale de Maurice (MRA). Il vise à aider les administrations des douanes à renforcer leur capacité à adopter une approche intégrée de la gestion des risques, renforçant ainsi les contrôles, promouvant le respect volontaire des règles et améliorant la facilitation des échanges.

Dans son discours liminaire, M. Dhaneshwar Damry a félicité l'ARM pour ses initiatives de renforcement des capacités visant à améliorer l'efficacité des services. Il a souligné la pertinence d'un plan de conformité fondé sur les risques pour toutes les institutions gouvernementales, rappelant que l'efficacité et la mise en œuvre des actions clés sont des domaines centraux à améliorer avant le prochain examen du Groupe d'action financière de Maurice (GAFI).

Le ministre délégué a réaffirmé l'engagement du gouvernement à donner la priorité à la croissance économique cette année, soulignant que des projets majeurs destinés à transformer le paysage économique sont en cours. « Nous allons mener tous nos efforts pour atteindre notre objectif de faire des progrès dans les sauts quantiques », a-t-il affirmé.

En outre, M. Damry a remercié le FMI d'avoir choisi Maurice comme centre de formation pour l'Afrique, soulignant que les initiatives de renforcement des capacités aideront les pays participants à promouvoir



une croissance inclusive et à créer des emplois. Il a réaffirmé la détermination du gouvernement à renforcer le rôle de Maurice en tant que centre régional mondial de renforcement des capacités.

Mme Kate Chamley, Haut Commissaire de l'Australie à Maurice, a réaffirmé l'engagement de l'Australie à s'associer au FMI pour soutenir des institutions douanières fortes et compétentes dans toute la région. Elle a souligné qu'en tant que principal donateur du FMI, l'Australie considèrerait l'assistance technique, le renforcement des capacités et l'apprentissage par les pairs fournis dans le cadre de ces programmes comme des outils essentiels pour le renforcement institutionnel.

Le Directeur général de la MRA, M. Rohit Ramnawaz, a salué le séminaire comme une initiative opportune,

soulignant l'accent mis sur l'identification des risques et la conversion de l'analyse des risques en mesures de conformité réalisables au moyen d'un plan structuré et intégré d'amélioration de la conformité.

M. Ramnawaz a indiqué que la gestion des risques devrait être considérée comme une discipline dynamique et évolutive, nécessitant un apprentissage continu, une collaboration et une adaptabilité. À la MRA, une gestion efficace des risques permet une allocation intelligente de ressources rares, incitant à la conformité et minimisant les interventions inutiles, a-t-il déclaré.

En outre, il a soutenu les objectifs de la MRA visant à développer des administrations des douanes plus intelligentes, plus agiles et plus résilientes, qui protègent la société et soutiennent une croissance durable.

Enseignement supérieur

Le ministre Sukon participe à une séance d'information sur le partenariat Hubert Curien

Une séance d'information sur le Partenariat Hubert Curien (PHC Le Réduit) 2026 s'est tenue à l'Institut d'Éducation de Maurice à Réduit, en présence du ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Science et de la Recherche, Dr Kaviraj Sukon.

Des représentants de l'ambassade de France à Maurice, des universitaires et des chercheurs, ainsi que d'autres personnalités ont également assisté à l'événement.

L'objectif de cette séance d'information est de permettre aux chercheurs et universitaires de mieux comprendre le PHC Le Réduit, qui constitue un instrument privilégié de coopération scientifique bilatérale entre la République de Maurice et la République française.

Dans son allocution, le ministre Sukon a exhorté les universitaires et les chercheurs mauriciens à proposer, en collaboration avec leurs homologues français, des projets significatifs qui auront un impact positif sur la société. Il a exhorté les participants potentiels à opter pour le travail d'équipe au lieu de travailler en silos, et à profiter des installations mises à leur disposition par le biais du PHC Le Réduit.

Le ministre a ajouté que tous les domaines de recherche sont admissibles. Toutefois, la priorité sera accordée aux projets dans les disciplines suivantes : sciences appliquées ; santé humaine ; sciences vétérinaires et agricoles ; biologie et biotechnologie ; recherche et industrie pharmaceutiques ; art et patrimoine ; sciences humaines et sociales ; enseignement de la langue française ; et numérisation et technologies émergentes dans l'éducation, a-t-il déclaré.

L'initiative PHC Le Réduit s'inscrit dans les objectifs du gouvernement de transformer l'île en pôle de connaissances en permettant aux chercheurs mauriciens de s'associer à la communauté scientifique internationale à travers des projets de recherche innovants d'importance stratégique pour le pays.

Soucieux de promouvoir la coopération scientifique et la mobilité des chercheurs entre la France et Maurice, le PHC Le Réduit a lancé son sixième appel à projets 2026/2027. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 13 mars 2026.

Initialement lancé en 1976 et baptisé du nom du physicien Hubert Curien (1924-2005) depuis 2007, le PHC est un instrument clé de coopération entre la



France et ses partenaires. Ces programmes bilatéraux financent la mobilité des chercheurs travaillant sur des projets communs, cofinancés avec le pays partenaire

191st Anniversaire de l'abolition de l'esclavage

Événements commémoratifs illustrant des histoires de résistance et de justice

Dans le cadre des activités marquant le 191st anniversaire de l'abolition de l'esclavage, le Musée intercontinental de l'esclavage, en collaboration avec le Haut-Commissariat australien, a organisé deux événements commémoratifs à Port Louis. Il s'agit notamment du lancement du livre « Le regard de l'ancêtre esclave » de Nicolas Couronne et de l'inauguration d'une double exposition sur Furcy Madeleine et Constance Couronne.

Organisées sous le thème « Réclamer le récit : un voyage vers l'émancipation », les initiatives mettent en lumière l'histoire et la mémoire de l'esclavage à travers deux figures emblématiques de l'océan Indien qui sont étroitement liées à Maurice. Furcy Madeleine et Constance Couronne incarnent le courage, la résilience et la quête durable de la liberté des personnes réduites en esclavage, servant de puissants symboles de résistance et d'espoir.

Le président de la République de Maurice, M. Dharam Gokhool ; le ministre de l'Intégration sociale, de la sécurité sociale et de la solidarité nationale, M. Ashok Kumar Subron ; le ministre des Arts et de la culture, M. Mahendra Gondea ; la ministre déléguée, Mme Marie Veronique Leu-Govind ; la Haut-Commissaire australienne à Maurice, Mme Kate Chamley ; ainsi que d'autres personnalités éminentes étaient également présents.

Dans son allocution, le président Gokhool a rappelé que les commémorations de l'esclavage ne devaient pas rester des gestes symboliques à eux seuls, mais qu'elles devaient aussi servir d'occasions de réfléchir sérieusement à l'histoire commune de Maurice.

Il a souligné que l'histoire de l'esclavage devait être examinée dans une perspective plus large des droits de l'Homme, en veillant à ce que les voix de ceux qui avaient été réduits au silence soient entendues et que les événements historiques soient compris à partir de



multiples points de vue.

Le président a développé la valeur de la narration personnelle et collective, soulignant qu'un engagement honnête avec le passé de Maurice devrait unir plutôt que diviser la nation. M. Gokhool a également appelé à des approches inclusives et rigoureuses de l'histoire qui reconnaissent les expériences interconnectées et contribuent à construire une République juste, cohérente et multiculturelle.

Pour sa part, le ministre Gondea a souligné que la commémoration de l'esclavage est enracinée dans la mémoire, la justice et la responsabilité collective de la société envers son histoire. Il a souligné l'importance de veiller à ce que les générations futures comprennent leur patrimoine, notant que les femmes jouent un rôle clé dans le lien entre la mémoire, l'identité et la continuité

culturelle. Selon M. Gondea, il est essentiel de confronter les vérités du passé pour favoriser la prise de conscience et préserver la responsabilité historique à tous les niveaux de la société.

M. Gondea a également souligné que les histoires de Constance Couronne et de Furcy Madeleine rappellent à la nation le coût humain de l'esclavage et la résilience nécessaire pour résister à l'oppression. Il a souligné que le fait de se souvenir de ces histoires garantit que la mémoire sert de forme de justice et inspire les générations actuelles et futures à défendre les valeurs de courage, de dignité humaine et de responsabilité sociale.

Quant à Mme Chamley, elle a rappelé la vie et les parcours de Constance Couronne et Furcy Madeleine, soulignant leur résilience face aux épreuves et à l'injustice.

France/Police

Cinq refus d'obtempérer en 72 heures : 10 policiers blessés



Alors que les refus d'obtempérer, y compris aggravés, se multiplient en France, les forces de l'ordre font face au refus de l'Assemblée nationale d'instaurer une présomption de légitime défense les concernant, lors des interventions.

Une policière de 22 ans traînée sur 100 mètres lors d'un refus d'obtempérer dans le Val-d'Oise, trois policiers blessés à Nantes dans le même contexte, tout ça en quelques heures. Cela s'est produit dimanche en milieu d'après-midi, nouvelle preuve d'un véritable fléau qui semble ne jamais s'arrêter.

Des policiers frileux depuis l'affaire Nahel

28.200 refus d'obtempérer ont été recensés par les forces de sécurité intérieure l'année dernière, soit un toutes les 19 minutes. Le niveau le plus haut en 10 ans. Mais le plus inquiétant concerne l'augmentation de la part des refus d'obtempérer aggravés, qui mettent en danger soit les forces de l'ordre, soit les autres usagers de la route.

Ils représentaient l'année dernière 22% des faits constatés, soit six points de plus par rapport à 2016. Bon nombre de policiers se disent frileux à sortir leur arme depuis l'affaire Nahel en juin 2023, ce mineur au volant d'un bolide, tué en fuyant la police non sans avoir mis en danger piétons et cyclistes.

Il y a deux semaines, Les Républicains ont proposé une loi visant à instaurer une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre. Elle aurait permis de faire peser sur le parquet la charge de démontrer une éventuelle illégalité lors d'un usage d'arme. Une proposition qui n'a pas été adoptée par l'Assemblée nationale.

Etats-Unis/Iran

Des discussions en Turquie demain

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a dit mardi espérer « des négociations équitables dans le cadre de[s] intérêts » de son pays. La veille, Donald Trump s'était dit confiant quant à la possibilité d'un accord, après des jours de menaces réciproques.

La priorité des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran qui pourraient avoir lieu vendredi 6 février à Istanbul, en Turquie, doit être « de mettre fin à cette répression sanglante, de libérer les prisonniers, de rétablir les communications, de rendre sa liberté au peuple iranien, et puis de traiter des questions du nucléaire, des missiles, du soutien aux organisations terroristes », a déclaré sur France Télévisions, Jean-Noël Barrot, le ministre des affaires étrangères, mardi 3 février.

Interrogé par la presse en marge d'un déplacement en Haute-Saône, Emmanuel Macron n'a pas plaidé pour un changement de régime à Téhéran, car « ça ne se décrète pas par le président de la République française dans un micro tendu ». « Je crois à la souveraineté des peuples, et donc ce sont les peuples qui changent leurs gouvernants », a-t-il dit. L'Iran doit « respecter son peuple face à la révolution », mais aussi « réengager les discussions qui sont attendues » en matière de nucléaire, de balistique et de stabilité régionale.

Au sujet de la possible reprise de dialogue entre l'Iran et les Etats-Unis, M. Macron a expliqué qu'il n'y avait pas aujourd'hui « de négociations à proprement parler qui aient repris », tout en apportant son soutien à des pourparlers sur les sujets évoqués. Il a par ailleurs assuré que la France était « très vigilante » alors que l'Iran a déclaré comme « groupes terroristes » les armées européennes, en réponse à une décision similaire de l'Union européenne contre les gardiens de la révolution, accusés d'avoir orchestré la répression du récent mouvement de contestation.

La même journée, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a annoncé avoir mandaté son chef de la diplomatie, Abbas Araghchi, pour des négociations directes avec les Etats-Unis, qui pourraient avoir lieu dès vendredi en Turquie, selon une source proche du dossier à l'Agence France-Presse qui ajoute que ces discussions sont organisées avec la médiation de l'Egypte, du Qatar, d'Oman et de la Turquie. M. Pezeshkian souhaite « des négociations équitables (...) dans le cadre de[s] intérêts » iraniens « à condition qu'existe un environnement approprié, sans menaces ni demandes déraisonnables », a-t-il écrit sur X.

Lundi, son homologue américain, Donald Trump, s'était dit confiant sur la possibilité d'un accord, après des jours d'échanges de menaces des deux pays. Le site américain Axios et l'agence de presse iranienne Tasnim avaient déjà rapporté que M. Araghchi était pressenti pour représenter Téhéran, face à Steve Witkoff, l'émissaire de M. Trump.

« Nous attendons une levée des sanctions », dit Téhéran

La pression s'accroît depuis le début de janvier sur Téhéran, après la répression dans le sang d'un vaste mouvement de contestation de la République islamique, en

place depuis 1979, déclenché par des manifestations contre le coût de la vie. Après avoir fait planer la menace d'une intervention militaire et envoyé une dizaine de navires dans le Golfe, le président américain a dit dimanche espérer « trouver un accord » avec l'Iran alors que Téhéran et Washington n'ont plus de relations diplomatiques depuis quatre décennies.

Donald Trump, s'était dit confiant sur la possibilité d'un accord, après des jours d'échanges de menaces des deux pays. Le site américain Axios et l'agence de presse iranienne Tasnim avaient déjà rapporté que M. Araghchi était pressenti pour représenter Téhéran, face à Steve Witkoff, l'émissaire de M. Trump. « Nous attendons une levée des sanctions », dit Téhéran.

La pression s'accroît depuis le début de janvier sur Téhéran, après la répression dans le sang d'un vaste mouvement de contestation de la République islamique, en place depuis 1979, déclenché par des manifestations contre le coût de la vie. Après avoir fait planer la menace d'une intervention militaire et envoyé une dizaine de navires dans le Golfe, le président américain a dit dimanche espérer « trouver un accord » avec l'Iran alors que Téhéran et Washington n'ont plus de relations diplomatiques depuis quatre décennies.

Les pays occidentaux accusent l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire, ce que Téhéran dément. Des négociations entre les deux pays s'étaient tenues au printemps 2025, avant la guerre de douze jours déclenchée en juin par Israël, mais avaient notamment échoué sur la question de l'enrichissement d'uranium. Les Etats-Unis demandaient que l'Iran y renonce totalement, ce à quoi Téhéran se refuse, défendant ce qu'il dit être son droit à disposer d'une filière nucléaire civile en vertu du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) dont il est signataire.

« Le président Trump dit « pas d'armes nucléaires » et nous sommes tout à fait d'accord avec ce point. (...) Bien sûr, en contrepartie, nous attendons une levée des sanctions. Cet accord est donc possible. Ne parlons pas de choses impossibles », a insisté dimanche sur CNN M. Araghchi, dont le pays a aussi exclu de discuter de ses capacités de défense et balistiques.

La République islamique avait conclu en 2015 un accord encadrant strictement ses activités nucléaires, mais celui-ci était devenu caduc après un retrait unilatéral américain ordonné par Donald Trump lors de son premier mandat, en 2018.

Des milliers de morts

Dans le pays, la répression se poursuit : quatre ressortissants étrangers, dont la nationalité n'a pas été précisée, ont été arrêtés pour « participation aux émeutes », selon la télévision d'Etat lundi.

L'ONG Human Rights Activists News Agency, établie aux Etats-Unis, a recensé plus de 42 000 personnes arrêtées, et confirme 6 854 morts dans la mobilisation, en grande majorité des manifestants. Mais le nombre de morts pourrait être bien plus élevé, avec plus de 17 000 morts en cours d'identification.

Selon Trump

Le Mexique va cesser de vendre du pétrole au Cuba

Le président américain affirme le Mexique mettra fin à ses livraisons de pétrole à Cuba, dans un contexte de tensions entre Washington et La Havane.

Cuba privée de pétrole mexicain ? Donald Trump a affirmé lundi que le Mexique allait cesser d'exporter du pétrole vers l'île des Caraïbes, frappée par une grave crise énergétique. Lors d'une intervention à la Maison Blanche, le président américain a simplement affirmé : « Le Mexique va arrêter de leur envoyer du pétrole », sans fournir de précisions sur les raisons qui motivent cette décision.

Le Mexique est actuellement le principal fournisseur de pétrole de Cuba, qui souffre régulièrement de pénuries d'énergie et de coupures répétées d'électricité. Le pays dépend largement des importations de produits raffinés pour répondre à ses besoins en production électrique, en carburant automobile et en aviation. Depuis plusieurs années, les sanctions américaines combinées à une profonde crise économique empêchent le gouvernement communiste

cubain d'acheter suffisamment de carburant, le contraignant à s'appuyer sur un cercle restreint d'alliés.

Selon 'Reuters', le gouvernement mexicain examine actuellement la possibilité d'interrompre ses livraisons à Cuba, inquiet des potentielles représailles des Etats-Unis face à cette politique. Toutefois, l'administration de la présidente Claudia Sheinbaum a précisé dimanche qu'elle poursuivait ses envois pour des raisons humanitaires, « sans chercher la confrontation », tout en indiquant que l'aide à venir concernerait plutôt d'autres produits que du pétrole.

Vers une crise humanitaire ?

Les relations entre La Havane et Washington se sont fortement tendues le mois dernier après la capture par les Etats-Unis de Nicolás Maduro, allié historique de Cuba et dirigeant du Venezuela. Donald Trump a qualifié Cuba de « menace inhabituelle et extraordinaire » pour la sécurité nationale américaine et menacé d'imposer des droits de douane sur les exportations à destination des Etats-Unis de tout pays continuant à fournir du pétrole à l'île communiste.

Un diplomate cubain a confirmé à l'agence de presse que des échanges avaient lieu avec Washington, sans toutefois qu'un véritable « dialogue » officiel ne soit encore engagé. Le locataire de la Maison Blanche a également indiqué que les deux parties étaient en communication, mais sans préciser les modalités ni avancées de ces discussions. De nombreux experts régionaux et les autorités mexicaines redoutent qu'une coupure de l'approvisionnement énergétique de Cuba ne provoque une crise humanitaire. Compte tenu des menaces américaines, d'autres pays risqueraient de ne pas compenser un éventuel déficit énergétique en provenance du Mexique.

Par ailleurs, 'Reuters' avait précédemment rapporté que Donald Trump avait interrogé en privé Claudia Sheinbaum au sujet des expéditions de pétrole vers Cuba. Selon des sources proches de cet échange, la présidente mexicaine avait répondu que ces livraisons relevaient d'une « aide humanitaire ». Toujours d'après ces sources, le président américain n'aurait pas directement demandé au Mexique de suspendre ses envois.

Assemblée nationale française

La motion de censure contre le gouvernement rejetée, le budget enfin voté

Le premier ministre Sébastien Lecornu faisait face, lundi 2 février 2026, à deux nouvelles motions de censure pour avoir déclenché un 49.3 sur l'ensemble du projet de loi de finances. Aucune n'a été votée, laissant la voie libre à l'adoption du budget.

Le premier ministre Sébastien Lecornu faisait face, lundi 2 février 2026, à deux nouvelles motions de censure. Conséquence de l'activation, vendredi, du 49.3 sur l'ensemble du projet de loi de finances, engageant ainsi la responsabilité de son gouvernement. Ces deux motions ont été examinées pendant deux heures, de 17 h à 19 h, dans l'hémicycle. Chaque groupe parlementaire s'est exprimé à la tribune, pendant une quinzaine de minutes, sur son futur vote en faveur ou contre la censure. Avant de partir voter, dans un temps imparti de vingt minutes pour chaque motion.

La première motion, celle de la gauche hors PS, a été déposée par Stéphane Peu (Parti communiste), Mathilde Panot (La France insoumise), Cyrielle Chatelain (groupe Écologiste et social) et 110 autres députés. Elle n'a reçu que 260 voix sur les 289 requises, elle n'a donc pas été adoptée. « Ce budget est l'aboutissement de choix engagés dès 2017 », qui dépeint « une France affaiblie », avait déploré le député de Seine-Saint-Denis Stéphane Peu, chargé de prendre le premier la parole à la tribune

pour présenter cette motion de censure.

La seconde motion de censure, celle de l'extrême droite, a été déposée par Marine Le Pen (RN), Éric Ciotti (UDR) et 104 députés. Elle n'a reçu que 135 voix sur les 289 requises, elle n'a donc pas non plus été adoptée. « C'est un budget et incompétent fait par des incompétents », a déclaré à la tribune le député RN des Vosges Gaëtan Dussauby.

Le rejet de ces deux dernières motions vaut adoption définitive du budget, que le gouvernement a largement négocié avec les Socialistes. « Nous arrivons au terme d'une longue, trop longue séquence budgétaire [...] Nous avons fait le choix de nous mettre au service des Français », avait justifié Hervé Saulignac, député socialiste de l'Ardèche, à la tribune de l'Assemblée nationale, défendant le vote de non-censure de son parti et permettant ainsi la survie du gouvernement Lecornu. « Ce budget ne sera pas le nôtre. Il ne sera le budget de personne, et c'est bien parce qu'il n'est celui de personne qu'il sera celui de tout le monde », avait-il ajouté.

Au total, le chef du gouvernement aura dégainé trois fois le 49.3 (sur la partie recettes, la partie dépenses puis le texte définitif) pour faire passer sans vote le budget, sur lequel les députés ne sont pas parvenus à s'accorder. « Il est temps de passer à autre chose et que la France ait un budget », avait lancé Sébastien Lecornu, qui s'est exprimé vers 19 h, à l'issue des délibérations et avant le vote des motions.

L'Espagne veut lutter contre les contenus illégaux sur les réseaux sociaux

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a annoncé mardi, au cours d'un déplacement aux Emirats arabes unis, une série de mesures visant à lutter contre "la manipulation et l'amplification des contenus illégaux" sur les réseaux sociaux, provoquant la réaction outrée du milliardaire Elon Musk.

Dans un discours à Dubaï, le responsable socialiste a annoncé, entre autres, l'interdiction de l'accès aux plateformes pour les moins de 16 ans, afin de les préserver d'un monde de "pornographie" et de "violence".

"Les plateformes devront mettre en place des systèmes efficaces de vérification de l'âge, pas seulement des cases à cocher, mais de véritables barrières qui fonctionnent", a ajouté M. Sanchez, dans son intervention au Sommet mondial des gouvernements qui se déroule aux Emirats arabes unis.

Aujourd'hui, nos enfants sont exposés à un espace dans lequel ils n'ont jamais été censés naviguer seuls", un espace d'"addiction, d'abus, de pornographie, de manipulation, de violence", a-t-il énuméré.

Le Premier ministre a en outre annoncé que les lois seraient modifiées afin que "les dirigeants des plateformes soient légalement responsables de nombreuses infractions commises sur leurs sites web".

"Cela signifie que les PDG de ces plateformes technologiques s'exposeront à des responsabilités pénales pour ne pas avoir supprimé des contenus illégaux ou incitant à la haine", a-t-il affirmé.

Autre mesure envisagée par le chef du gouvernement espagnol, faire en sorte que "la manipulation et l'amplification algorithmique de contenus illégaux" deviennent une "infraction pénale".

Ces propositions ont provoqué la fureur d'Elon Musk, qui a taxé "Sanchez le malhonnête" de "tyran et traître au peuple d'Espagne", dans un message posté sur son réseau social X.

Très remonté, M. Musk a affirmé dans un autre message que Pedro Sanchez était "un vrai fasciste totalitaire".

Le Premier ministre espagnol avait déjà fait savoir en novembre qu'il envisageait de "porter à 16 ans l'âge minimum pour accéder aux réseaux sociaux".

Il ne dispose pas de la majorité absolue au Parlement et rencontre, ces derniers temps, des difficultés à rassembler les soutiens nécessaires pour faire voter des lois.

L'Australie a ouvert la voie à l'interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans en décembre et d'autres pays ont commencé à s'engager sur cette voie, comme la France et le Portugal, mais la mise en oeuvre d'une telle mesure est compliquée.

Le constructeur de véhicules électriques chinois BYD prévoit un modèle spécifique pour l'Inde

Le constructeur chinois BYD, numéro un mondial des voitures électriques, prépare un nouveau modèle pour l'Inde alors qu'il cherche à poursuivre sa croissance rapide à l'étranger, a déclaré mardi à l'AFP sa vice-présidente exécutive, Stella Li.

Des ingénieurs au siège de BYD à Shenzhen, dans le sud de la Chine, travaillent sur le design de ce véhicule, a-t-elle indiqué, bien que la date de lancement reste incertaine. "L'Inde est un marché pour nous, mais nous devons faire davantage d'efforts", a déclaré Mme Li lors du Sommet mondial des gouvernements qui se tient à Dubaï, aux Emirats arabes unis.

BYD, qui a commencé comme entreprise de batteries, a vendu 2,26 millions de véhicules électriques l'an dernier, dépassant Tesla, pour devenir le premier constructeur mondial.

Le groupe chinois prévoit désormais "d'introduire un modèle différent adapté à l'Inde", a précisé Mme Li, sans donner plus de détails. "Mon équipe travaille là-dessus, mais il reste encore du travail à faire", a-t-elle dit.

Elle a démenti un article affirmant que BYD envisageait d'installer une usine d'assemblage en Inde. Les relations entre les deux pays les plus peuplés du monde se sont lentement réchauffées depuis un affrontement meurtrier à la frontière en 2020, les vols directs ayant repris en octobre après cinq années d'interruption.

BYD vise désormais un "objectif minimum" de 24% de croissance à l'international cette année, soit 1,3 million de véhicules, y compris des modèles hybrides. Les ventes intérieures ont baissé depuis un ajustement des subventions gouvernementales aux véhicules électriques, avec des chiffres de janvier en recul pour le cinquième mois consécutif.

BYD se concentre sur "tous les marchés sauf les États-Unis", où les importations chinoises sont soumises à de lourds droits de douane, a indiqué Mme Li. Malgré les avertissements concernant un ralentissement en Europe, où les hybrides ont dépassé l'an dernier les voitures entièrement à essence, Mme Li a affirmé que les ventes seraient dopées par de nouveaux modèles.

Les nouveaux hybrides à plus longue autonomie sont faits "pour les personnes qui n'ont pas confiance dans les VE (véhicules électriques)", a-t-elle expliqué, qualifiant ceux-ci de "véritable bouleversement" ("game changer").

Après l'annonce par la Chine d'une interdiction des poignées de portes dissimulées pour des raisons de sécurité, BYD introduira également des poignées mécaniques sur ses modèles destinés à l'exportation l'Inde, a ajouté la dirigeante.

Quatre ans de prison, dont un ferme, et cinq ans d'inéligibilité requis contre Marine Le Pen

Le parquet général de la Cour d'appel de Paris a requis cinq ans d'inéligibilité et quatre ans d'emprisonnement dont un ferme à l'encontre de la cheffe de file du Rassemblement national.

Marine Le Pen risque gros. Une peine de cinq ans d'inéligibilité, quatre ans d'emprisonnement dont trois avec sursis et la possibilité d'aménager la partie ferme sous bracelet électronique, ainsi que 100.000 euros d'amende, a été réclamée ce mardi 3 février contre la candidate à la présidentielle par le parquet général dans l'affaire des assistants d'eurodéputés du Front national.

Le parquet ne demande pas d'application provisoire, c'est-à-dire immédiate, pour la peine d'inéligibilité. Si les réquisitions étaient suivies par la cour d'appel, dont la décision est attendue à l'été, Marine Le Pen ne pourrait pas se présenter à l'élection présidentielle de 2027, sauf en cas de pourvoi en cassation.

"Stratégie de délégitimation" de la justice

"L'heure de solder les comptes dans ce dossier judiciaire est

venue", avait déclaré l'avocat général Thierry Ramonaxo en préambule de son réquisitoire, lors du jugement en seconde instance de onze cadres du parti. Le magistrat avait également prévenu que "des peines d'inéligibilité seront bien requises."

Dans sa plaidoirie, l'avocat général a commencé par dénoncer la "stratégie de délégitimation" de la justice pendant la procédure. "Laisser croire que la justice pourrait s'opposer au peuple souverain est inexact." Il note néanmoins, que les débats devant la Cour d'appel étaient désormais plus apaisés.

"Parler de tyrannie des juges, de tentative d'assassinat politique ne relève ni du débat juridique, ni du débat d'idées et s'apparente au discrédit de l'action judiciaire dans son ensemble", a assuré le magistrat. "Les prévenus ont conduit à installer un climat délétère dont les magistrats font aujourd'hui les frais".

"Pas besoin d'être grand clerc"

Les mis en cause sont accusés de détournement de fonds publics entre 2004 et 2016. Il leur est reproché d'avoir utilisé les enveloppes

du Parlement européen pour rémunérer les assistants des eurodéputés du Front national (devenu Rassemblement national) alors que leur activité n'aurait été qu'au seul bénéfice du parti.

"Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que les fonds publics d'un assistant parlementaire ne sont pas destinés à financer un parti politique quel qu'il soit", a lancé le deuxième avocat général à prendre la parole, Stéphane Madoz-Blanchet, à destination des prévenus.

Le préjudice économique avait été évalué à 3,2 millions d'euros par le tribunal. Le mercredi 7 janvier, le Rassemblement national avait indiqué avoir payé cette somme, à laquelle s'ajoutaient 200.000 euros en réparation du préjudice moral de l'institution et 80.000 de frais d'avocats.

Le 31 mars, le tribunal correctionnel avait condamné en première instance Marine Le Pen à quatre ans d'emprisonnement dont deux ferme et 100.000 euros d'amende, et surtout à cinq ans d'inéligibilité avec exécution provisoire.

Premier League

Sunderland 3 Burnley 0

Les Black Cats gagnent haut la main

Les Black Cats l'emportent 3-0 pour prolonger le seul circuit invaincu de la ligue à 12 matchs

Habib Diarra et Chemsdine Talbi ont joué des rôles principaux alors que Sunderland revenait à la victoire avec une défaite emphatique 3-0 de Burnley en difficulté.

Diarra a raté une grande partie de la campagne en raison d'une combinaison de blessures et de la Coupe d'Afrique des Nations, à laquelle Talbi a également participé. Le duo a été superbe alors que les Black Cats ont pris d'assaut la huitième place.

Le but initial d'Axel Tuanzebe – qui a été marqué par une déviation de Diarra – a donné le ton à Sunderland au Stadium of Light.

Diarra a doublé l'avantage avec un but de son côté à mi-chemin de la première mi-temps, avant que Talbi ne s'enroule dans un étourdissement à la 72e minute.

Le parcours sans victoire de Burnley s'est maintenant étendu à 15 matchs de Premier League, et ils restent 19e, à 11 points de la sécurité.

Sunderland n'a eu besoin que de neuf minutes pour frapper l'avant alors que Diarra, à son premier départ depuis son retour de sa campagne réussie de l'AFCON avec le Sénégal, a vu son effort errant détourné par Tuanzebe suite à un jeu de liaison soigné avec Brian Brobbey.

Il s'agissait du premier but de Sunderland en Premier League depuis mai 2017, et bien qu'il ait finalement été considéré comme un but contre son camp, il n'y avait aucun doute sur la frappe du milieu de terrain à la 32e minute.

Le centre de Nordi Mukiele a fait dévier Diarra sur son chemin et son arrivée en

force a eu trop de pouvoir sur lui pour Martin Dubravka, qui aurait pu faire mieux.

Tuanzebe a été retiré à la mi-temps, Scott Parker présentant ensuite Zian Flemming et Armando Broja juste après l'heure de jeu, mais Sunderland en aurait ajouté un troisième si ce n'était pour Dubravka, qui a effectué un bel arrêt pour refuser Brobbey, Mukiele se précipitant sur le rebond.

Dubravka et Trai Hume ont été impliqués dans une altercation peu de temps après, mais le gardien de Burnley a de nouveau sorti le ballon de son filet lorsque Talbi a laissé tomber son épaule, a coupé à l'intérieur à partir de la gauche et a lancé une frappe à longue portée étonnante sur le dessous de la barre transversale pour ajouter plus de brillance pour Sunderland.

Granit Xhaka a de nouveau été absent sur blessure pour Sunderland, qui a raté son capitaine lors de la défaite de la semaine dernière contre West Ham United.

Mais les partisans de Regis Le Bris ont prouvé qu'ils sont loin d'une équipe à un seul homme avec un affichage totalement dominant devant leurs fans locaux, qui n'ont pas encore assisté à une défaite de la ligue au Stadium of Light cette saison.

Cette forme à domicile sera peut-être mise à l'épreuve lors de la visite de Liverpool le 11 février, quatre jours après la visite de Sunderland aux leaders de la ligue Arsenal, mais les Black Cats peuvent se lancer dans cette redoutable double-tête avec beaucoup de confiance.

Le Bris a dû passer plus d'un mois avec beaucoup de joueurs absents, et l'une de ces stars de retour, Diarra, est certainement montée au créneau pour combler le vide en forme de Xhaka.

Diarra a eu la malchance de voir le premier but lui être enlevé, mais au moment où il l'aurait appris, l'ancien Strasbourgeois avait



déjà, définitivement, ouvert son compte en Premier League pour mettre Sunderland en contrôle total.

La frappe de Talbi était la cerise sur le gâteau, tandis que Brobbey menait brillamment la ligne et n'a pas eu de chance de ne pas figurer parmi les buts.

Sunderland a annoncé la signature de Nilson Angulo d'Anderlecht lors de ce match, et ils sont bien placés pour relever leur défi pour une potentielle qualification européenne.

C'est sombre pour Burnley

Les Clarets ont livré un combat courageux ces dernières semaines, en s'alignant avec Manchester United, Liverpool et Tottenham Hotspur.

Mais peut-être que la façon dont ce résultat a été obtenu contre les Spurs, qui ont égalisé tard à Turf Moor la semaine dernière, a fait éclater leur bulle d'espoir quelque peu.

L'équipe de Parker a vu beaucoup de ballon, mais a manqué de toute pointe - en fait, ils n'ont pas réussi un tir sur la cible.

Ils ont peut-être souffert d'une touche de malheur sur l'ouvreur de Diarra, mais la défense de Burnley a été exposée lorsque les hôtes ont doublé leur avance et le maintien de Dubravka a laissé beaucoup à désirer.

Brobbey a eu le meilleur de ses marqueurs tout au long de la partie, et c'est peut-être la raison pour laquelle la défense de Burnley avait l'air si déchirée que Talbi a trouvé l'espace pour produire son moment de magie.

Maxime Esteve a au moins trouvé la détermination tard pour bloquer le tir de Hume et épargner quelque peu les rougeurs des visiteurs, mais les espoirs de Burnley d'une grande échappée s'estompent rapidement. Ils tenteront de garder leur espoir de survie contre West Ham la semaine prochaine à Turf Moor.

Nottingham Forest 1 Crystal Palace 1

Un nul qui n'arrange pas les affaires de Forest

Crystal Palace a été forcé de se contenter d'un match nul 1-1 avec Nottingham Forest, qui a joué la moitié du match avec 10 hommes après que Neco Williams a reçu un carton rouge pour le handball sur la ligne de but.

Palace n'a récolté que son troisième point à ses neuf derniers matchs, ce qui l'a vu plonger dans la bataille de relégation.

Forest a pris un bon départ lorsque Morgan Gibbs-White a marqué son sixième but de la saison, mais le match a tourné à la fin de la mi-temps lorsque Williams a reçu un carton rouge pour avoir empêché la tête de Jefferson Lerma d'entrer avec un handball délibéré.

Ismaila Sarr a réussi le penalty qui a suivi et Palace a dominé la possession en deuxième période, mais Forest semblait à l'aise malgré les chiffres inférieurs.

Palace était décevant après la pause et il semblait que Forest obtiendrait le vainqueur suite à une fin chaotique, mais les deux parties ont avancé d'un point plus loin des trois derniers.

Sarr a commencé en tête pour les visiteurs qui étaient privés de leur meilleur buteur Jean-Philippe Mateta avant un éloignement probable de Selhurst Park, avec le Français lié à un déménagement potentiel au City Ground parmi d'autres prétendants.

Les deux clubs n'ont pas été d'accord depuis que Palace a été rétrogradé en Conference League avec Forest prenant leur place en Europa League, et les allers-retours entre les deux groupes de fans ont montré qu'ils n'ont pas oublié ce qui s'est passé en été.

Palace a posé la première menace quand Ola Aina a offert le ballon à Jeremy Pino, qui a déclenché une contre-attaque et Matz Sels a fait une parade



intelligente pour faire basculer la frappe de Lerma autour du poteau.

Forest voulait un penalty quand Igor Jesus pensait avoir été abattu par Chris Richards à l'intérieur de la zone, mais l'arbitre Tony Harrington a salué le jeu.

Les cris de pénalité ont compté très peu une minute plus tard lorsque les hôtes ont frappé l'avant. Un long lancer a provoqué une ruée à l'intérieur de la surface de réparation, mais Gibbs-White a montré le seul peu de qualité pour faire tomber le ballon et le rentrer au poteau près.

Carabao Cup

Arsenal 1 Chelsea 0

Les Gunners en finale à Wembley le 22 mars prochain

Les Gunners ont tenu à leur but d'avance acquis à Stamford Bridge. La demi-finale retour de la Carabao Cup mardi aura vu les voisins Arsenal et Chelsea rester dos à dos, avant le but de Kai Havertz dans les derniers instants (1-0). Les joueurs de Mikel Arteta se qualifient pour la finale, la première du club depuis 2018 dans cette compétition. Ce sera face à Manchester City ou Newcastle.

Arsenal est toujours en lice dans toutes les compétitions. Malgré une prestation longtemps décevante face à Chelsea, les Gunners, vainqueurs 3-2 à l'aller, ont obtenu leur ticket pour la finale de la League Cup en crucifiant les Blues en contre au bout du temps additionnel grâce à un but de Kai Havertz (1-0, 90e+8). Après une première période lénifiante, les hommes d'Arteta ont subi pendant la quasi-intégralité de la seconde période mais ce sont bien eux qui défieront le vainqueur de Manchester City - Newcastle (0-2 pour City à l'aller avant le retour ce mercredi) le 22 mars à Wembley.

On ignore si certains des 60 000 spectateurs avaient quitté l'Emirates Stadium avant le coup de sifflet final, mais on peut être sûr d'une chose : les

éventuels absents ont eu tort. Car ils ont raté la délivrance extatique de tout un stade quand Kai Havertz a éliminé Robert Sanchez pour marquer dans le but vide au bout d'un interminable temps additionnel.

Seulement deux tirs cadrés pour Chelsea

Non pas que l'équipe de Mikel Arteta ait vraiment tremblé. Mais à force de jouer avec le feu et de se contenter de gérer son avance initiale, les Gunners auraient pu être forcés à disputer une prolongation.

Il aurait tout de même fallu pour cela que Chelsea se montre plus inventif dans les 25 derniers mètres. Les hommes de Liam Rosenior ont certes frappé quatorze fois (contre seulement cinq tirs à Arsenal) mais ils n'ont cadré qu'à deux reprises. Surtout, à l'exception d'un essai lointain du capitaine Enzo Fernandez (43e) et d'une situation chaude de Liam Delap suite à un corner (46e), les visiteurs n'ont jamais réellement inquiété Képa.

Après une entame de rencontre ennuyeuse, et bien loin des standards habituels du football anglais, le match a progressé en intensité au fur et à mesure de la soirée, Arteta écopant



même d'un carton jaune pour contestation. Mais le technicien espagnol a certainement dû apprécier la capacité de son équipe à faire le dos rond dans les temps faibles pour préserver un 0-0 après tout suffisant.

C'était sans compter le bijou d'ouverture de Declan Rice et la lucidité de Kai

Havertz, récemment revenu d'une longue blessure au genou, pour marquer face à son ancien club son deuxième but de la saison.

Toujours invaincu cette saison à domicile, Arsenal s'offre une finale à Wembley pour décrocher sa première coupe de la Ligue depuis 1993, et un premier trophée depuis la Cup 2020.

Coupe de France

Marseille se rassure contre Rennes (3-0)

Pas vraiment guéri, tout au plus convalescent, l'OM s'est tout de même offert une respiration au milieu d'une période pénible en battant Rennes 3-0 mardi au Stade Vélodrome et en se qualifiant pour les quarts de finale de la Coupe de France.

Au bout d'un match qui a souvent été d'une grande pauvreté technique, la meilleure équipe a gagné, assez nettement, car si l'OM ne va pas très fort, Rennes a semblé encore plus mal en point.

Pour Marseille, la Ligue des champions est terminée depuis le naufrage de Bruges il y a une semaine et rien ne sera facile en championnat, où ses poursuivants sont tout près et où ceux qui le précèdent sont déjà loin.

Mais il reste donc la Coupe de France, devenue de facto un objectif prioritaire de la saison, même si elle l'est chaque année depuis 1989, date du dernier sacre olympien dans l'épreuve.

Le succès de mardi, obtenu sans encaisser de but, une vraie rareté dans la saison marseillaise, offre donc aux hommes de Roberto De Zerbi un quart de finale et, peut-être surtout, un peu de relative sérénité avant d'aller défier le Paris SG dimanche dans la capitale.

Car après une semaine de stress et de grande confusion dans la foulée de l'élimination en Ligue des champions, les Marseillais pouvaient redouter un accueil très hostile au Vélodrome.

Ils ont finalement été reçus sous quelques sifflets et ont eu de la lecture avec de nombreuses banderoles déployées dans les deux virages (par exemple +Après la honte et le dégoût, Coupe de France obligatoire !!!+ côté Nord). Mais l'atmosphère était loin d'être irrespirable.

- Place au PSG -

Surtout, l'équipe de De Zerbi a eu la bonne idée de commencer le match avec un but d'avance. Après à peine plus de 60 secondes en effet, Amine Gouiri a ouvert le score, servi par Timothy Weah après un immense cadeau de Quentin Merlin, un ancien de la maison (1-0, 2e).

L'OM aurait pu construire sur cette belle première pierre, mais très vite, quelques séquences cafouillées ont montré que même quand il mène, l'OM n'est vraiment pas serein en ce moment.

Au bout du compte, seul Gouiri a encore inquiété Brice Samba (16e) avant la pause, mais Rennes n'a pas fait beaucoup plus, avec deux tentatives timides de Mousa al-Tamari quand l'équipe de



Habib Beye s'est enfin décidée à monter d'un cran son massif 5-4-1.

L'idée de jeu rennaise était alors assez difficile à lire et les affaires bretonnes ne se sont pas arrangées au retour des vestiaires avec un copier-coller du début de match: au bout de 35 secondes de jeu, Mason Greenwood a en effet marqué le but du 2-0, servi par Gouiri au milieu d'une défense adverse au placement pire qu'approximatif (46e).

Pendant longtemps, la suite de la partie a alors été marquée côté marseillais par

le souvenir tout frais du Paris FC, revenu samedi de 2-0 à 2-2 en dix minutes et quelques cadeaux olympiens.

Il fallait donc à Marseille un troisième but pour ne pas trop ressentir la peur de ces fins de matches sabotées et de ces victoires envolées, mais Gouiri a manqué le but tout fait offert par Greenwood (76e).

A la 83e minute, Pierre-Emerick Aubameyang n'a pas refusé la même offrande (3-0) et tout le Vélodrome a pu souffler. La crise attendra, place au Paris SG.